



## Les entreprises franciliennes face à des difficultés d'approvisionnement qui devraient perdurer

Après avoir connu un arrêt sans précédent lors du printemps 2020, l'activité économique est repartie dans la plupart des pays l'été suivant. Cette reprise s'est accompagnée d'une forte hausse de la demande pour de nombreux produits, mais après des mois d'arrêt des chaînes logistiques, les échanges internationaux se sont trouvés profondément perturbés, entraînant un allongement des délais de livraison et limitant l'accessibilité à certaines fournitures. Le conflit entre l'Ukraine et la Russie vient aggraver ces phénomènes existants depuis près de deux ans maintenant. Face à cette situation, les entreprises franciliennes connaissent des difficultés d'approvisionnement de matières premières comme de produits finis nécessaires à leurs activités. La CCI Paris Ile-de-France a mené une enquête auprès des entreprises franciliennes en avril 2022 afin de mesurer les principales difficultés d'approvisionnement et leur impact sur l'activité.

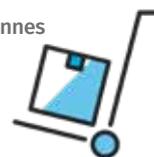
### UN CONTEXTE INTERNATIONAL DÉFAVORABLE

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, l'économie mondiale est entrée dans une zone de turbulences et les conséquences pour les entreprises et ménages franciliens sont nombreuses. Au plus fort de la crise, les difficultés pour s'approvisionner en masques ont démontré à nouveau la dépendance des économies à la Chine notamment.

Puis la reprise de l'activité économique, alors que la majorité des économies mondiales avaient connu un coup d'arrêt sans précédent, a entraîné une accélération de la hausse des prix de certaines matières premières et a révélé qu'une perturbation des chaînes logistiques mondiales pouvait mettre de très nombreux mois à se résorber. Le monde a redécouvert l'interdépendance de ses économies lorsque, pour produire des vaccins, il a fallu rassembler jusqu'à 200 principes actifs venant du monde entier sur un même site de production.

**45 %**

des entreprises franciliennes déclarent rencontrer des difficultés d'approvisionnement



**96 %**

des entreprises interrogées estiment que les difficultés d'approvisionnement ont eu un impact à la hausse sur les tarifs des fournisseurs

**6 %**

des entreprises franciliennes affirment avoir des relations commerciales avec la Russie et/ou l'Ukraine



**+ 207 %**

C'est l'augmentation du prix du nickel entre janvier 2019 (avant la crise du Covid 19) et avril 2022



En mars 2021, un porte-containers a bloqué le canal de Suez et démontré qu'un nœud apparaissant à un endroit stratégique pouvait avoir de gigantesques conséquences sur le commerce international.

Enfin la guerre opposant l'Ukraine à la Russie, à partir de février 2022, a agi comme un sur-événement, démontrant encore plus que dans une économie mondiale globalisée, la France et l'Europe étaient dépendantes d'approvisionnements en provenance du monde entier.

Même si le poids de ces deux pays dans l'économie planétaire demeure limité, leur spécialisation dans certaines matières premières provoque une onde de choc inconnue depuis plusieurs décennies. Ces deux pays ont une influence importante sur l'économie mondiale au travers de leur poids dans de nombreuses matières premières : ils représentent 30 % des exportations mondiales de blé, 20 % pour le maïs, les engrais minéraux et le gaz naturel, et 11 % pour le pétrole, estime l'OCDE. La hausse des prix des matières premières, telles que les denrées alimentaires et l'énergie, fera encore augmenter l'inflation en France et dans le monde, ce qui aura pour effet d'éroder la valeur des revenus et de peser sur la demande.

A l'échelle de l'Ile-de-France, l'impact direct du conflit sur l'économie a les mêmes conséquences. Dans les faits, selon une enquête menée par la CCI Paris-ile-de-France en avril 2022 auprès des entreprises franciliennes (cf. méthodologie), seules 6 % d'entre elles affirment avoir des relations commerciales directes avec la Russie et/ou l'Ukraine. La faiblesse de cette proportion est cohérente

avec les chiffres du commerce extérieur francilien avec ces deux pays : en 2021, environ 0,2 Md€ de produits russes ont été importés en Ile-de-France tandis que les entreprises franciliennes ont exporté pour 1,3 Md€ vers la Russie (ce qui en fait la 14e destination des exportations de la région). Les échanges commerciaux avec l'Ukraine sont encore plus limités. En 2021, plus de 173 M€ de produits ukrainiens ont été importés en Ile-de-France, l'Ile-de-France n'a exporté qu'environ 142 M€ de produits vers l'Ukraine. Néanmoins, beaucoup d'entreprises de la région (notamment les commerces), même si elles n'ont pas de rapport direct avec le conflit, souffrent du manque de matières premières et de la hausse des prix.

Parmi les entreprises interrogées ayant une présence dans l'un de ces deux pays, 64 % y ont des clients, 38 % des fournisseurs (ndlr ce total est supérieur à 100 % car certaines entreprises y ont à la fois des clients et des fournisseurs). Logiquement, 76 % de ces entreprises ont jugé y avoir une activité en baisse suite au déclenchement de la guerre.

L'impact de ce conflit, qui semble voué à durer, sera bien plus prégnant à long terme concernant les perturbations sur les marchés énergétiques et agricoles et leurs répercussions sur les prix.

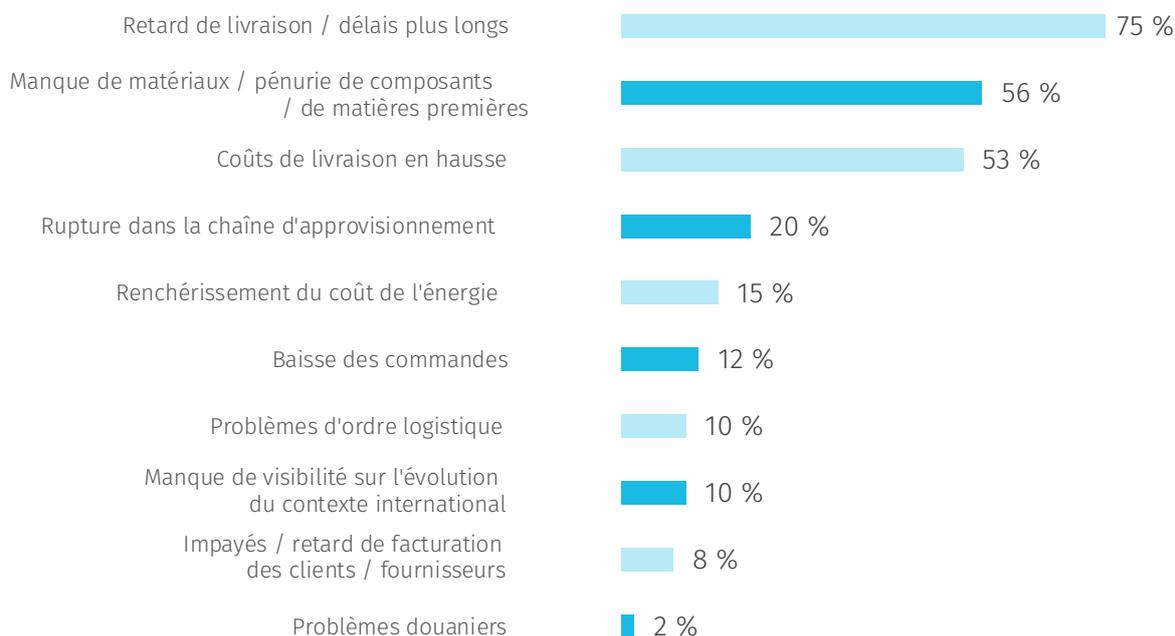
Tout cela a provoqué une importante réflexion sur la souveraineté économique de la France, le besoin de relocaliser certaines productions stratégiques sur le territoire national ou dans des pays proches.

## L'ILE-DE-FRANCE, PREMIÈRE REGION EXPORTATRICE

En 2019, dernière année avant la crise sanitaire, l'Ile-de-France est la première région française pour l'export, avec 21 % des exportations françaises de biens - même si la région bénéficie d'un effet plateforme : certains produits provenant de province quittent le territoire national par

les aéroports franciliens, où ils sont enregistrés par les douanes. Par rapport au reste du pays, ces exportations sont un peu moins tournées vers l'Europe mais davantage vers les États-Unis et l'Asie.

### Principales difficultés d'approvisionnement rencontrées par les entreprises



Source : enquête de la CCI Paris Ile-de-France, avril 2022

Au sein de l'appareil productif francilien, les petites et moyennes entreprises (PME) qui exportent sont au nombre de 56 400, soit 10 % de l'ensemble des PME régionales (Sources : Insee, Esane, Lifi, Flores 2018, voir [Enjeux Ile-de-France n°227 « En Île-de-France, 1 PME régionale sur 10 exporte »](#)). Elles emploient davantage de salariés que celles qui n'exportent pas et dégagent également des chiffres d'affaires plus élevés. Elles sont aussi plus souvent structurées en groupes, avec davantage d'emplois qualifiés. Leurs emplois sont essentiellement concentrés à Paris et dans l'ouest parisien. La crise sanitaire a fortement pesé sur leurs capacités d'export, avec des disparités selon les secteurs et les pays d'échange.

L'Europe reste le principal destinataire commercial de l'Île-de-France, avec 54,3 % des exportations de biens, proportion moins importante qu'au niveau national (64,8 %). La deuxième région du monde pour les exportations franciliennes est le continent américain, avec un montant de

## UNE AMPLIFICATION DES PROBLÈMES D'APPROVISIONNEMENT

Les difficultés d'approvisionnement des entreprises franciliennes sont une réalité depuis plusieurs mois mais elles ne cessent de s'amplifier. Ainsi, 45 % des entreprises ayant répondu à l'enquête de la CCI Paris-Ile-de-France déclarent rencontrer actuellement des difficultés d'approvisionnement ; surtout, ces difficultés sont en hausse sur ces derniers mois selon 94 % d'entre elles. La réalité n'est pas la même suivant les secteurs d'activité : les difficultés d'approvisionnement se concentrent surtout dans l'industrie (84 %), la construction (75 %), les cafés-hôtels-restaurants (73 %) et le commerce de gros (71 %), beaucoup moins dans les transports (19 %) ou les bureaux d'études (9 %).

Parmi les 56 % des répondants ayant cité le manque de matériaux / pénurie de composants / de matières premières, les principaux produits manquants relevés sont : les matières premières (bois, acier, aluminium, huile... 71 %), les produits finis (carrelages, parquets, tuiles... 36 %) et les composants électroniques (semi-conducteurs, puces,

20,5 milliards d'euros. Les États-Unis représentent plus de 80 % de ce montant. Le continent américain est une destination particulièrement prisée par l'Île-de-France, puisque cette zone géographique représente 19,7 % des exportations franciliennes contre 11,8 % pour la France.

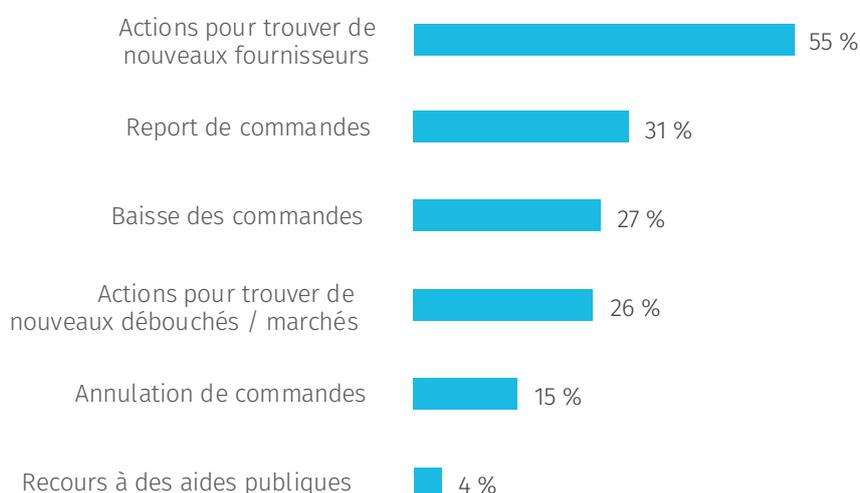
A l'aube de la guerre en Ukraine, 45 % des entreprises franciliennes interrogées estiment que leur activité à l'international est stable, 33 % en baisse et 21 % en hausse, mais avec de fortes disparités sectorielles : le commerce et l'industrie-construction sont beaucoup plus touchés par la baisse d'activité à l'export que le secteur des services.

cartes... 32 %). A noter qu'il existe d'importantes disparités sectorielles : 83 % des entreprises industrielles déclarent faire face à un manque de matières premières contre seulement 27 % pour les activités de conseil et les bureaux d'étude.

La quasi-totalité des entreprises interrogées (96 %) estiment que les difficultés d'approvisionnement ont eu un impact à la hausse sur les tarifs des fournisseurs. Par conséquent, 57 % d'entre elles ont répercuté cette hausse sur leurs propres prix.

Pour faire face à ces difficultés, des mesures ont été engagées par les répondants, principalement des actions pour trouver de nouveaux fournisseurs (pour 55 % d'entre eux) et un report des commandes (31 %). Les aides publiques auxquelles les entreprises ont eu recours sont principalement les PGE (prêts garantis par l'Etat) ou l'activité partielle (4 %).

### Mesures prises pour faire face aux difficultés d'approvisionnement rencontrées par les entreprises



Source : enquête de la CCI Paris Ile-de-France, avril 2022

## DES DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT EN BOIS QUI PERDURENT

Les entreprises franciliennes connaissent également des difficultés à s'approvisionner en bois. Contrairement aux semi-conducteurs, cette filière ne souffre pas de pénurie puisqu'il existe assez d'arbres et de forêts dans le monde pour subvenir à la demande. Les difficultés proviennent de dérèglements logistiques, conséquences de l'arrêt d'une grande partie des échanges mondiaux au printemps 2020, et on constate aujourd'hui des délais de livraison beaucoup plus importants qu'avant la pandémie. A cela s'ajoute une hausse de la demande au niveau mondial : d'abord de la part des Etats-Unis – en 2020, afin de relancer l'économie le président Trump a donné aux Américains des chèques pour rénover les maisons – puis de la Chine, consommatrice de bois pour accompagner sa reprise économique. Ces hausses de la demande n'ont pas amené de pénuries structurelles, mais ont accentué les retards logistiques et tiré les prix à la hausse. L'appétit de la Chine pour le chêne français est tel que la Fédération Nationale du Bois a lancé en juin 2021 une pétition contre l'exportation massive de grumes de chêne.

L'impact environnemental du commerce international est aujourd'hui mis en cause : le blocage du Canal de Suez par le porte-conteneur Ever Given en mars 2021 a révélé au grand public que du chêne français était transporté jusqu'en Chine pour y être taillé et ensuite réexpédié en Europe.

Ces dérèglements provoquent parfois des situations inattendues : la sécheresse et les incendies qui ont frappé l'ouest des Etats-Unis en 2021, ont réduit de 40 % la production de sapins de Noël, et l'encombrement des routes logistiques a rendu impossible la livraison de sapins en provenance d'Asie avant début 2022. Résultat : un nombre important de foyers américains ont dû se passer d'arbre de Noël en décembre 2021.

En 2022, les délais de livraisons restent longs et les prix continuent de monter, inquiétant de plus en plus les entreprises franciliennes et françaises du secteur de la construction.

## LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION PARTICULIÈREMENT TOUCHÉ PAR LES DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT

Les difficultés d'approvisionnement rencontrées par le secteur de la construction ne concernent pas uniquement le bois, d'autres matières premières sont également concernées : l'acier, aluminium, les produits pétroliers,... mais également des produits finis : carrelages, parquets, tuiles,... Ces difficultés concernant la disponibilité des produits tirent les prix à la hausse.

Entre janvier 2019 (avant la crise du Covid 19) et avril 2022 le prix des minerais de fer a doublé (+ 99 %), celui du nickel a triplé (+ 207 %).

Les délais de livraison pour certaines matières premières atteignent désormais 22 semaines en Ile-de-France. Parfois, les entreprises ne peuvent commander les quantités qu'elles auraient souhaitées et pour les entreprises du bâtiment comme pour les travaux publics les prix de la quasi-totalité des fournitures sont en hausse ; cette situation créée par la pandémie est aggravée par la guerre en Ukraine. Conséquence de cette hausse du coût des fournitures : les entreprises des Travaux Publics constatent une recrudescence des vols de matériels sur les chantiers en Ile-de-France.

Avec plus de 150 000 entreprises et 315 500 emplois salariés, le secteur de la construction a un poids particulier dans l'économie francilienne. Ces emplois franciliens (21 % des emplois salariés de la construction françaises) pourraient être concernés par du chômage partiel si jamais certains chantiers étaient mis à l'arrêt faute de fourniture.

### Évolution des prix des matières premières entre janvier 2019 et avril 2022

Minerai de fer	99 %
Nickel	207 %
Aluminium	76 %
Cuivre	81 %
Zinc	79 %

Source : Insee.fr

## LA PÉNURIE DE SEMI-CONDUCTEURS AFFECTE DE TRÈS NOMBREUX PRODUITS

Dans ce monde globalisé, et après des mois de mise à l'arrêt de la production industrielle de secteurs entiers dans de nombreux pays, la reprise de l'activité économique à partir du second semestre 2020 a été marquée par une pénurie de semi-conducteurs. Les semi-conducteurs sont de véritables « cerveaux électroniques » permettant de faire circuler l'information à l'intérieur des machines électroniques, ils sont donc nécessaires à la production d'ordinateurs, de tablettes, de téléphones, de téléviseurs... Depuis une trentaine d'années ils ont fait leur apparition dans les

voitures, les machines à laver et la plupart des équipements électriques et de nouveaux besoins sont apparus : voitures électriques, usines 4.0, téléphones 5G,...qui sont tous de grands consommateurs de semi-conducteurs.

Au printemps 2020, les besoins en matériel informatique pour le télétravail comme pour le divertissement ont fait exploser la demande : plus de 300 millions de PC ont ainsi été vendus en 2020 (+ 17 % par rapport à 2019). A cette augmentation de la demande s'est ajoutée une

baisse importante de l'offre car durant la même période les principaux pays producteurs (Taiwan, la Corée du Sud, la Chine) mettaient leurs économies à l'arrêt pour lutter contre la pandémie ; ainsi toutes les conditions étaient réunies pour qu'apparaisse une pénurie. A cela s'ajoute le fait qu'augmenter la production était impossible à court terme, que ce soit par la création de nouvelles lignes de production ou grâce à de nouvelles usines, ces usines requérant des technologies si chères et complexes qu'elles sont impossibles à mettre en place en quelques mois. A titre d'exemple la Fab 18, usine du fabricant Taiwanais TSMC qui a pour clients Apple ou Nvidia, considérée comme l'usine la plus chère du monde (17 milliards de dollars) a mis des années pour être entièrement construite.

Ces pénuries de semi-conducteurs apparues durant l'année 2020 perdurent toujours 2 ans plus tard et ne devraient pas disparaître à court terme : en effet le 29 avril dernier, Pat Gelsinger, PDG du fabricant américain de puces Intel a déclaré que les pénuries de semi-conducteurs pourraient durer jusqu'en 2024 (la fin de la pénurie était auparavant prévue pour 2023), en raison de la disponibilité limitée des principaux outils de fabrication utilisés sur les lignes de production. Intel souhaite désormais diversifier ses

lieux de productions et fabriquer des puces électroniques en Europe, avec l'implantation d'un site de fabrication en Allemagne.

Comme pour la production de vaccins, la pandémie actuelle a démontré la fragilité de l'Europe. En effet, avec seulement 8 % de la production mondiale, le continent européen semble dépendre des productions étrangères, dans une industrie qui est devenue essentielle pour la production de nombreux biens de consommation et dont les principaux pays producteurs sont au cœur de relations géopolitiques complexes (Taiwan, Chine et Etats-Unis). Derrière cette crise mondiale de disponibilité de semi-conducteurs se pose pour la France et l'Ile-de-France la question de la sécurisation des approvisionnements de biens stratégiques et la dépendance à des fournisseurs parfois basés à l'autre bout du monde.

## LES PROCHAINS MOIS SERONT CRITIQUES POUR L'INDUSTRIE AGRO ALIMENTAIRE

Aujourd'hui s'ajoute à ce tableau l'augmentation des matières premières agricoles : si les récoltes étaient jugées mauvaises avant la guerre en Ukraine, le conflit actuel agit comme un accélérateur des risques de pénuries de produits alimentaires.

Les entreprises de la restauration et les ménages doivent déjà faire face à des ruptures de stock d'huile de tournesol, mais c'est la situation du blé qui inquiète les professionnels : la guerre sur le territoire ukrainien, l'isolement commercial de la Russie et les importantes sécheresses en Inde et au Pakistan font craindre d'importante pénuries pour l'hiver prochain. L'Inde, pays gros producteur a déjà annoncé qu'elle n'exporterait pas de blé cette année ; il apparaît difficile pour d'autres pays producteurs tels que les Etats-Unis et la France de compenser cette baisse de production car eux aussi doivent faire face à des sécheresses.

## QUELLES PERSPECTIVES ?

Dans un contexte très incertain où le monde est toujours confronté à la pandémie de Covid-19 et désormais à la guerre en Ukraine, il apparaît impossible de prévoir la situation énergétique à laquelle l'Europe devra faire face l'hiver prochain, ni quelles seront les conséquences des sécheresses actuelles et de la guerre en Ukraine sur certains produits alimentaires de base. Le monde fait face à une inflation importante touchant le pouvoir d'achat des ménages, qui peut fortement gripper la reprise économique.

La Banque mondiale prévoit que les prix vont se maintenir à des niveaux historiquement élevés jusqu'à la fin de 2024

Des pays puissants que l'on pensait être à l'abri de pénuries alimentaires sont déjà confrontés à d'importantes difficultés pour des produits non substituables : c'est le cas des Etats-Unis qui doivent faire face une pénurie de lait pour bébé : suite à la fermeture d'une usine dans le Michigan, les ruptures de stock ont été estimées à 43 % pour l'ensemble du pays, obligeant le président Biden à réactiver le 18 mai 2022 une loi datant de la guerre froide pour organiser des ponts aériens afin de mettre fin à cette pénurie.

et constate que la hausse des prix de l'énergie au cours des deux dernières années a été la plus importante depuis la crise pétrolière de 1973.

La fin des difficultés d'approvisionnement rencontrées par les entreprises apparaît donc impossible à prévoir pour le moment ; seule certitude le retour à une situation pré-Covid n'interviendra pas avant plusieurs mois voire plusieurs années.

## ENQUETE DE LA CCI PARIS ILE-DE-FRANCE AUPRES DES ENTREPRISES FRANCILIENNES PORTANT SUR LES DIFFICULTES D'APPROVISIONNEMENT

La Chambre de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France a mené une enquête auprès de 955 entreprises franciliennes du 5 au 15 avril 2022 afin de mesurer leurs difficultés d'approvisionnement. Cette consultation fait suite à une première enquête portant sur la même thématique menée en janvier 2022 auprès de 787 entreprises franciliennes.

### PROFILS DES REpondANTS

Le panel d'entreprises interrogées est segmenté :

- par secteur d'activité : 23 % pour l'industrie et la construction, 28 % pour le commerce et les cafés-hôtels-restaurants, 49 % pour les services,
- par département : 37 % des répondants sont implantés à Paris, 16 % dans les Yvelines, 14 % dans les Hauts-de-Seine, 12 % dans le Val d'Oise, 10 % dans le Val-de-Marne, 8 % en Seine-Saint-Denis,
- par effectif salarié : 26 % des entreprises répondantes n'ont pas de salarié, 24 % ont de 1 à 2 salariés, 15 % 3 à 5 salariés, 13 % 6 à 9 salariés, 19 % 10 à 49 salariés, 3 % 50 à 249 salariés et 1 % 250 salariés ou plus.

Yves BURFIN

## LA CCI PARIS ILE-DE-FRANCE ACCOMPAGNE LES ENTREPRISES IMPACTEES PAR LA GUERRE ENTRE L'UKRAINE ET LA RUSSIE

- La CCI Paris Ile-de-France se mobilise pour accompagner les entreprises dont l'activité est impactée financièrement, socialement ou logistiquement- par le conflit entre la Russie et l'Ukraine.

Les conseillers de la CCI Paris-Ile-de-France sont fortement mobilisés pour répondre aux demandes des entreprises mises en difficulté par cette situation inédite. Ainsi une cellule de crise accessible gratuitement via a été mise en place :

- le numéro **01 55 65 44 44**
- le mail [urgence.entreprise@cci-paris-idf.fr](mailto:urgence.entreprise@cci-paris-idf.fr)
- des fiches pratiques sont consultables à l'adresse suivante : <https://www.entreprises.cci-paris-idf.fr/mesures-ukraine>

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI  
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE  
Rédactrice en chef : Isabelle SAVELLI  
Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX  
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source  
Dépot légal : juin 2022  
Copyright photos : D. Delaporte/CCI Paris Ile-de-France  
ISSN : 1266-3255

### CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France

27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08  
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62

**e-mail : [crocis@cci-paris-idf.fr](mailto:crocis@cci-paris-idf.fr)**

**Retrouvez toutes nos publications sur [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr)**

**Suivez nous sur Twitter @CROCIS\_CCI\_IDF**

Responsable : Julien TUILLIER

Industrie - Démographie d'entreprises - Enquêtes : Yves BURFIN

Conjoncture - Benchmark européen - Tourisme : Mickaël LE PRIOL

Services - Commerce - Développement durable : Bénédicte GUALBERT

Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX

PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX

Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

